

Agriculture | L'accord annoncé Mercosur-UE: "la trahison de notre élevage"



L'accord entre le Mercosur et l'Union Européenne et, en particulier, ses impacts vraisemblables sur l'élevage, à commencer par celui de Nouvelle-Aquitaine suscite plus que de l'inquiétude, de vives réactions. Ainsi en est-il de celles de deux eurodéputés Benoît Biteau, élu sur la liste de Yannick Jadot, agriculteur à Sablonceaux en Charente-maritime qui depuis Strasbourg nous a confié sa colère à l'endroit d'Emmanuel Macron et celle du socialiste Eric Andrieu qui a été réélu et a mené au sein de la dernière assemblée des combats vigoureux contre les importations qui enfreignent les normes européennes, en provenance du Canada, de Gilbert Favreau président du département des Deux-Sèvres.. Nous les publions, ici, ainsi que la première réaction inquiète de Dominique Graciet président de la Chambre régionale d'agriculture.

@qui - Que pensez-vous de cet accord ?

Benoît Biteau - D'abord, je constate que Yannick Jadot et moi-même avons prévenu le grand public, tout au long de la campagne européenne, que cet accord était dans les tuyaux et qu'il serait signé après les élections européennes. On nous a traités de distillateurs de peur, il n'empêche que nous avions raison. Croyez-moi, j'aurais préféré me tromper ! Je ne supporte plus ce gouvernement qui enfiler les mensonges comme des perles à un chapelet. C'est comme quand Didier Guillaume s'abrite derrière l'Europe en disant que la France n'a pas eu son mot à dire, c'est absurde : les décisions sont prises par un groupement de chefs d'Etat. Et Macron, ce jour là, était bien sur la photo ! On ne peut pas rendre l'Union européenne responsable de tout, en disant « c'est pas nous ». [...] J'en ai marre que ce gouvernement fasse de l'agriculture, de la gestion de l'eau et de la protection de l'environnement une variable d'ajustement économique pour pouvoir exporter des voitures ou des avions. On ne peut plus se permettre de jouer avec l'environnement, il y a urgence !

On ne peut pas faire de notre alimentation une monnaie d'échange

@qui - Que vous inspire le principe de l'accord ?

B. B - La partie concernant l'importation est la pire des mesures de l'accord. On ne peut pas continuer à avoir des exigences de production, de normes sanitaires et de qualité vis-à-vis de agriculteurs et de l'autre côté importer des produits qui ne respectent aucune de ces règles. On ne peut pas dire à tour de bras que l'agriculture française est là pour nourrir sa population de façon qualitative et accepter de faire rentrer dans notre pays des produits qui ne le sont pas. On ne peut pas faire de notre alimentation une monnaie d'échange, ce n'est pas possible ! On ne peut pas, d'un côté, mettre en avant les circuits-courts, le bio, et certains modèles vertueux, et de l'autre, encourager la production latino-américaine, qui est la pire qui soit en matière agricole et environnementale. La pratique de l'élevage du Mercosur, c'est des fermes usines avec des animaux nourris avec du maïs pauvre nutritionnellement, cultivé massivement en intensif avec des produits phytosanitaires, avec des effets désastreux sur l'environnement, sans parler du bilan carbone ! On le sait peu, mais depuis l'élection de Bolsonaro, le Brésil a re-autorisé l'usage en agriculture de 363 molécules chimiques qui avaient été interdites il y a quelques années. Bref, on est aux antipodes de ce qu'on attend et pour notre alimentation et pour faire face au changement climatique.

@qui - Que faire ?

B.B - Du côté d'EELV, nous allons continuer à nous battre pour que cet accord sur le libre échange de l'alimentation ne se fasse pas. Autrefois, la France et l'Europe ont parfaitement été capables de boycotter certains pays à cause de leurs pratiques, y compris le Brésil. Rien ne nous empêche de le refaire. De mon point de vue et politiquement parlant, continuer à discuter avec un type comme Bolsonaro, comme s'il n'y avait jamais eu de changement significatif de gouvernance au Brésil, n'a pas de sens.

Dominique Graciet, président de la chambre régionale d'agriculture: la trahison du modèle qu'on nous impose

@qui : Dominique Graciet, cet accord qui surgit, tout d'un coup, là au lendemain des élections européennes entre le Mercosur et l'Union Européenne, cela crée beaucoup d'inquiétude en particulier dans l'élevage puisqu'il y a un très fort mouvement d'importation qui va venir.

Dominique Graciet - Oui il y a un très fort mouvement d'importation de viande bovine qui va venir, essentiellement d'Amérique du Sud et c'est très exactement un modèle agricole que l'on refuse en France et en Europe. Un modèle agricole dans lequel les agriculteurs français et de la Nouvelle-Aquitaine ne se reconnaissent pas. Un modèle agricole qui vient télescoper la transition agricole que l'on nous demande en France. D'un côté on nous demande des efforts de qualité avec la loi Egalim, des efforts vis-à-vis de la société et de répondre aux attentes sociétales de bien-être animal, de bien-traitance des animaux et de l'autre on importe tout ce que l'on ne veut pas, des bovins nourris sans traçabilité sur des terres qui ont fait l'objet de déforestation massive. Les agriculteurs considèrent cet accord, qui n'est pas signé en France encore, comme une trahison du modèle qu'on nous propose. A la fois on nous demande la transition et d'un autre côté on nous dit mais faites votre transition mais vous serez en concurrence avec ces produits là qui sont tout sauf ce que l'on fait en France.

@aqui : Et qui inflige donc une vraie pénalité à des éleveurs qui ont l'ambition de la qualité comme vous le dites.

Dominique Graciet - Eh bien oui...L'espoir de l'élevage français notamment c'est manger moins de viande sans doute et on a un retrait de consommation ces dernières années assez important de l'ordre de 10-12 %. Dans cette conjoncture là, on voulait offrir une viande de qualité, offrir des services à la société au travers de l'élevage mais tous ces efforts vont être réduits à néant par une distorsion de concurrence déloyale liée à cet accord s'il est signé par l'ensemble des partenaires.

Eric Andrieu: une capitulation de la France

" L'accord commercial conclu vendredi 28 juin dernier aura de lourdes conséquences pour l'agriculture française, prévient le socialiste Eric Andrieu : « une fois de plus, l'agriculture européenne a été utilisée par la Commission comme variable d'ajustement en dépit de certaines mises en garde au sein du Parlement européen de certains pays et du monde agricole ».

« Cet accord est totalement déséquilibré ! L'Union a fait de trop importantes concessions sur des produits agricoles sensibles : 99 000 tonnes de viande bovine, 160 000 à 200 00 tonnes de volaille, 150 000 tonnes de sucre et 600 00 tonnes d'éthanol. La question de la protection des indications géographiques, que la Commission se plaît à mettre en avant, n'est pas définitivement réglée », s'insurge l'eurodéputé.

Avant d'ajouter : « il met en concurrence des modèles agricoles et alimentaires très différents et des agricultures qui ne respectent pas les mêmes règles sanitaires, environnementales, sociales et sur le bien-être animal ».

Depuis le G20, le Président français a salué un bon accord tout en se voulant vigilant sur son application : « c'est une capitulation de la France d'Emmanuel Macron qui se dévoile comme appartenant à la droite libérale, alors que dans le même temps, le nouvel élu LREM en charge de l'agriculture, Jérémie Decerle, agriculteur et éleveur de bovin viande désapprouve cet accord », regrette Eric Andrieu.

Gilbert Favreau: Mercosur, le commerce inéquitable

"Le projet d'accord commercial Europe-Amérique latine consacre une concurrence déloyale entre les agriculteurs sud-américains et les agriculteurs européens dans la mesure où les niveaux d'exigences réglementaires en matière de culture et d'élevage sont incomparables. C'est le cas notamment des produits phytosanitaires dont près des trois-quarts utilisés au Brésil sont interdits en France !

Comment, d'une part, exiger des agriculteurs européens qu'ils respectent scrupuleusement les normes en matière de production et de transformation, au nom de la santé et de la protection de l'environnement, et d'autre part, ouvrir les portes de nos marchés intérieurs à des produits importés qui ne répondent pas à ces mêmes normes ? Le deal est forcément inéquitable, donc inacceptable.

Si la question de la baisse des droits de douanes pour les produits européens manufacturés comporte indéniablement un enjeu fort de développement des exportations vers l'Amérique Latine, bénéfique pour nos entreprises, l'agriculture européenne, notamment l'élevage, ne saurait en être la variable d'ajustement.

Je formule le vœu que les Parlements des pays de l'Union, en particulier l'Assemblée Nationale qui se réunira le 17 juillet à ce sujet, sachent raison garder et rejettent la ratification de cet accord. "

Anne-Lise Durif - Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 03/07/2019

[Url de cet article](#)